

13.4 Finances publiques locales

En 2015, les dépenses de fonctionnement des **collectivités locales** ralentissent par rapport à 2014, en particulier les dépenses de personnel. À l'inverse, les recettes de fonctionnement progressent de façon plus soutenue, notamment pour les recettes fiscales. Ainsi, le niveau de l'épargne brute est en hausse en 2015, après trois années de baisse. Les dépenses d'investissement diminuent pour la seconde année, ce qui s'explique en partie par les effets du cycle électoral communal. L'endettement progresse à nouveau, notamment dans les régions.

Au 1^{er} janvier 2015, le secteur communal rassemble 36 658 **communes** et 2 133 **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** à fiscalité propre. Les dépenses de fonctionnement du secteur communal progressent de 1,4 %, confirmant le ralentissement de 2014. Cette évolution modérée provient à la fois d'une augmentation moins rapide des dépenses de personnel et de la baisse des **dépenses d'intervention** et des achats et charges externes. En revanche, les recettes de fonctionnement sont plus dynamiques. Cette amélioration est surtout due aux impôts locaux qui augmentent de 4,6 %. La progression des recettes de fonctionnement est cependant freinée par la réduction des concours de l'État dans le cadre de la contribution au redressement des finances publiques. Après plusieurs années de baisses, l'épargne brute progresse sensiblement (+ 5,4 %). Cependant, les dépenses d'invest-

tissement diminuent pour la seconde année, ce qui s'explique en partie par les effets du cycle électoral.

En 2015, les dépenses de fonctionnement des départements augmentent de 1,4 %, un rythme nettement inférieur à celui des années précédentes. Les dépenses d'aide sociale continuent cependant de croître à un rythme comparable à celui des exercices antérieurs (+ 3,0 %). Les recettes de fonctionnement progressent de 1,1 %, grâce au dynamisme des impôts locaux et des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), et malgré la baisse des concours financiers de l'État. L'érosion de l'épargne brute des départements a été moins forte que les années précédentes. Hors remboursements de dette, leurs dépenses d'investissement sont toujours en baisse (- 5,3 % en 2015).

Les recettes de fonctionnement des régions sont reparties à la hausse en 2015 (+ 2,0 %). La progression de ces recettes reste inférieure à celle des dépenses de fonctionnement, qui ont nettement accéléré (+ 3,3 %). Ainsi, l'épargne brute des régions, déjà orientée à la baisse depuis 2011, diminue à nouveau en 2015. Les régions poursuivent cependant leur effort d'investissement, qu'elles financent par une hausse importante du recours à l'emprunt, complétée par un prélèvement sur leur trésorerie. Leur taux d'endettement, qui a augmenté de 9 points en 2014, progresse encore pour atteindre 104 % en 2015. ■

Définitions

Collectivités locales : désigne l'ensemble constitué par les collectivités territoriales, les EPCI à fiscalité propre, les syndicats intercommunaux et les syndicats mixtes.

Dépense d'intervention des collectivités locales : dépenses effectuées par les collectivités locales au titre des compétences qui leur ont été transférées par l'État.

Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) : regroupement de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ».

Administrations publiques locales, collectivités territoriales, commune, épargne de gestion, fiscalité locale, groupement de communes à fiscalité propre : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les finances des collectivités locales en 2016 », Observatoire des finances locales, septembre 2016.
- « Les finances des collectivités locales en 2015 et 2016 », *Bulletin d'informations statistiques* n° 111, DGCL, août 2016.
- « Les comptes des administrations publiques en 2015 – L'investissement se replie à nouveau et le déficit public se réduit », *Insee Première* n° 1598, mai 2016.
- « Les collectivités locales en chiffres 2015 », DGCL, mai 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Dépenses des différents niveaux de collectivités locales en 2015

en milliards d'euros

	Montants	15/14 en %
Communes	88,0	- 2,9
Départements	71,3	0,0
Régions	27,9	3,1
Total collectivités territoriales	187,2	- 1,0
Groupements de communes à fiscalité propre	38,2	- 1,3
Ensemble collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre¹	215,6	- 1,0

1. Montant inférieur à la somme des lignes « collectivités territoriales » et « groupements de communes » en raison de la neutralisation des reversements fiscaux des groupements vers les communes.

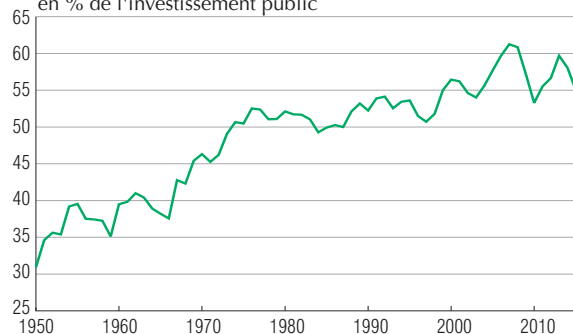
Note : dépenses totales hors remboursement de dette.

Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.

Source : DGFIP, données provisoires.

Poids des investissements des administrations publiques locales de 1950 à 2015

en % de l'investissement public



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Structure de la fiscalité locale en 2014

en milliards d'euros

	Communes et groupements ¹	Départ.	Régions	Total
Taxe d'habitation	20,6	///	///	20,6
Taxe sur le foncier bâti	16,8	12,5	///	29,3
Taxe sur le foncier non bâti	1,0	///	///	1,0
Produits votés des 3 taxes «ménages»	38,4	12,5	///	50,9
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	7,0	///	///	7,0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,2	7,7	4,0	15,9
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,5	0,3	0,7	1,5
Taxe sur les surfaces com. (TASCOM)	0,7	///	///	0,7
Produits votés des impôts économiques	12,4	8,0	4,6	25,1
Taxes liées à l'urbanisme	0,8	0,4	0,2	1,4
Taxe d'enlèvement des ord. mén.	6,4	///	///	6,4
Droits de mutation à titre onéreux	2,0	7,9	///	9,9
Taxe int. de consommat. sur les produits énergétiques	///	6,5	4,9	11,4
Versement aux transp. en commun	7,2	///	///	7,2
Taxe spéc. sur les conv. d'assurance	///	6,7	///	6,7
Taxe sur les cartes grises	///	///	2,1	2,1
Taxe sur l'électricité	1,5	0,7	///	2,2
Impôts et taxes d'outre-mer	0,9	0,2	0,5	1,6
Autres taxes	1,7	0,3	1,7	3,7
Autres contributions	20,5	22,7	9,4	52,6
Total impôts et taxes	71,3	43,2	14,0	128,5

1. Y c. les syndicats.

Sources : DGFIP ; DGCL.

Finances des collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre

en milliards d'euros

	2014 (r)	2015 (p)	15/14 en %
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette	162,2	164,1	1,2
<i>dont : achats et charges externes</i>	30,8	30,4	- 1,5
<i>frais de personnel</i>	59,0	60,1	1,9
<i>dépenses d'intervention</i>	67,1	68,4	1,9
Recettes de fonctionnement	193,5	196,0	1,3
<i>dont : impôts et taxes</i>	119,2	125,1	5,0
<i>concours de l'État</i>	49,3	44,8	- 9,0
Épargne de gestion	31,4	31,9	1,6
Frais financiers	4,6	4,6	0,8
Épargne brute	26,8	27,3	1,8
Dépenses d'investissement hors rembours.	51,2	46,9	- 8,4
Recettes d'investissement hors emprunts	20,1	20,6	2,6
Dépenses totales hors rembours. de dette	217,9	215,6	- 1,0
Recettes totales hors emprunts	213,6	216,6	1,4
Besoin ou capacité de financement	- 4,3	0,9	///
Remboursements de dette	12,6	13,3	5,5
Emprunts	16,0	16,2	1,4
Dettes totales au 31 décembre	141,9	145,8	///

Note : les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.

Source : DGFIP.

Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

en millions d'euros

	2005	2010	2016 (p)	16/15 en %
Aux départements				
Aide sociale ¹	25 928	33 678	40 188	1,4
<i>dont : RSA²</i>	6 696	8 603	12 048	3,0
<i>alloc. pers. d'autonomie (APA)</i>	4 113	5 372	5 772	0,3
Collèges	3 345	4 304	4 094	- 1,2
Serv. dép. d'incendie et de secours	1 740	2 386	2 663	0,8
Aux régions				
Formation prof. continue et apprent.	3 468	5 052	5 737	7,3
Enseignement	3 964	6 326	6 584	5,2
Transport ferroviaire de voyageurs	2 859	3 195	4 199	- 2,6

1. Dépenses de fonctionnement des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI, APA et RSA.

2. Le RSA s'est substitué au RMI le 1^{er} juin 2009.

Note : données issues des comptes des collectivités locales.

Sources : DGCL ; DGFIP.

Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2016

en milliards d'euros

	Montants	Part en %
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	33,2	64,1
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	6,0	11,7
Compensations d'exonération	2,4	4,7
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	3,3	6,4
Mission Relations avec les collec. territoriales	3,7	7,2
Amendes	0,7	1,3
Fonds emprunts structurés	0,2	0,4
Autres concours de l'État	2,2	4,3
Total	51,9	100,0

Source : DGCL.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		Pondération ¹ 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

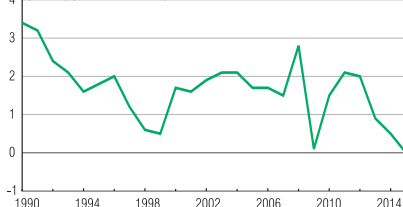
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales